

## 10 raisons d'agir

21 organisations de l'éducation - dont l'UNSA Education et ses syndicats - représentant personnels, parents d'élèves, lycéens, étudiants ainsi que des associations ont décidé d'organiser une grande manifestation nationale le dimanche 19 octobre à Paris. Mobilisez-vous, notre avenir commun est en jeu!

### 1 Moins d'enseignants, moins d'adultes dans les établissements scolaires

Plus de 33000 suppressions d'emplois en trois ans (2007-2009), 100 000 prévues sur le mandat présidentiel. Ce sont autant de personnels en moins dans les établissements pour assurer les enseignements et les remplacements. Les postes administratifs subissent aussi des réductions massives, et les personnels sociaux et de santé restent trop peu nombreux. L'éducation n'est plus une priorité pour le gouvernement.

### 3 Une vision rétrograde de l'École

Tournant le dos à la loi d'orientation de 1989, les nouveaux programmes de l'École primaire constituent une régression pédagogique : approche mécanique des apprentissages, manque de rigueur scientifique, ignorance du développement cognitif des enfants etc.

L'aide aux élèves en difficulté est rejetée hors du temps de la classe ; les réseaux d'aide (RASED) sont menacés. L'école maternelle est dénigrée par le ministre de l'Éducation nationale.

### 2 Des conditions de travail qui se dégradent

Effectifs des classes en augmentation, postes fractionnés sur plusieurs établissements, multiplication des heures supplémentaires, crédits de fonctionnement largement amputés, formation continue réduite à sa plus simple expression... Le travail des personnels d'éducation est toujours plus difficile.

Les conditions de travail dans les services administratifs se sont aussi considérablement dégradées ces dernières années : un agent doit parfois faire le travail de deux.

### 4 Le risque d'une réduction généralisée de l'offre éducative

Le gouvernement allège les programmes, les horaires et l'offre de formation pour assumer les suppressions d'emplois.

La réforme pourtant nécessaire du lycée risque de se borner à une réduction des horaires et des options avec pour objectif premier de récupérer des moyens.

### 5 La formation professionnelle des enseignants remise en cause

La « réforme » brutale des IUFM se traduira, pour les lauréats des futurs concours, par une mise en responsabilité directe à temps plein dans les classes, sans véritable formation professionnelle. Le choix est à la fois purement idéologique (enseigner serait réduit à un art et non plus un métier) et budgétaire (gain de plus de 20 000 emplois).

### 6 L'Université toujours sans moyens suffisants

La lutte contre l'échec à l'université implique de renforcer l'encadrement des étudiants. À l'opposé, le projet de budget 2009 prévoit pourtant des suppressions d'emplois, alors que l'Université manque d'enseignants-chercheurs, des personnels Biatoss... et des crédits qui lui font défaut.

### 8 L'avenir s'assombrit pour les étudiants

Si le gouvernement poursuit sa politique, plus de 100 000 emplois auront disparu dans l'Éducation nationale en 2012. Ce sont autant d'emplois administratifs, d'enseignants, de techniciens ou d'ingénieurs auxquels les étudiants ne pourront pas accéder. Dans certaines filières d'études, c'est catastrophique car les débouchés se trouvent essentiellement dans les métiers de l'éducation et de la recherche.

### 10 L'éducation sous toutes ses formes en danger

L'éducation populaire est ignorée. Les associations complémentaires de l'enseignement public sont asphyxiées. Les structures qui assurent la formation des animateurs sont menacées. Le sport d'élite est privilégié au détriment des pratiques sportives pour tous.

### 7 Des inégalités qui s'accroissent

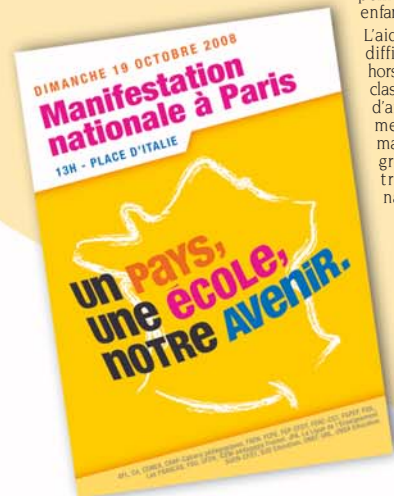
Les objectifs de mixité scolaire et sociale sont abandonnés. La suppression progressive de la carte scolaire déstabilise déjà les établissements les plus fragiles et renforce les risques de « ghettoïsation ».

La nouvelle organisation du bac professionnel risque d'exclure les élèves les plus faibles.

Les inégalités s'accroissent entre public et privé : les suppressions d'emplois sont proportionnellement plus importantes dans le public qui accueille pourtant tous les enfants dans tous les territoires.

### 9 Un impact économique fort dans les territoires

Entre 2007 et 2009, 33200 emplois auront été supprimés dans l'éducation : c'est comme si l'on fermait dans chacun des 100 départements français une entreprise de 332 emplois. Les répercussions sur l'économie locale (commerce, services, bâtiment...) sont importantes.



[unecole-votreavenir.org](http://unecole-votreavenir.org)

Signez l'appel lancé par les 21 organisations de l'éducation

Toutes les informations sur la manifestation nationale du 19 octobre sont sur :

UN PAYS,  
UNE ÉCOLE,  
NOTRE AVENIR.

UNSA  
éducation